

## La problématique géopolitique du Québec

Ludger Beauregard

Volume 24, numéro 61, 1980

La problématique géopolitique du Québec

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/021456ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/021456ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Beauregard, L. (1980). La problématique géopolitique du Québec. *Cahiers de géographie du Québec*, 24(61), 5–8. <https://doi.org/10.7202/021456ar>

## LA PROBLÉMATIQUE GÉOPOLITIQUE DU QUÉBEC

Depuis la fondation du Parti Québécois en 1968, et surtout depuis sa victoire aux élections du 15 novembre 1976, le Québec a été inondé de textes portant sur son avenir politique. Dans ce déluge de paroles et d'écrits, tout a été dit sur la question concernant la souveraineté du Québec bien que les références à l'histoire, la politique et l'économie aient été beaucoup plus fréquentes qu'à la géographie. Ce sont ces disciplines qui ont fourni les concepts de base à la thèse souverainiste, à savoir l'*irréversibilité* du mouvement vers l'indépendance, la *normalité* de l'aspiration d'un peuple à l'indépendance, le droit d'un peuple à l'*autodétermination*, etc.. Certains analystes ont même prétendu que l'irréversibilité, la normalité et l'appel à la fierté, antidote à la peur du changement, formaient les éléments fondamentaux du syllogisme indépendantiste présenté aux Québécois depuis une douzaine d'années.

Les géographes ont cependant pris part au débat sur la souveraineté du Québec. Ils ont contribué à faire la lumière sur les aspects géopolitiques de la question. Signalons ici l'ouvrage ancien, mais combien clairvoyant, d'André Siegfried sur le Canada, où le géopoliticien français posait, dès le début du siècle, le problème du pays en termes de confrontation de races<sup>1</sup>. Au cours des années 1960, les géographes québécois aborderont la question de l'indépendance par le biais du territoire. Michel Brochu décrit dès 1962 le défi que pose le Nouveau-Québec et préconise la décolonisation de ce territoire vivant sous la tutelle évidente d'Ottawa<sup>2</sup>. Il propose la francisation de la toponymie de cette région comme moyen d'en reprendre possession. Ses nombreuses interventions à cette époque s'inscrivent indubitablement dans une perspective indépendantiste. Vers le milieu de la décennie, Benoît Robitaille pousse la québéçisation de cette région au plan administratif. Il est intéressant de feuilleter à ce sujet le volume de l'*Annuaire du Québec 1964-1965*, qui est spécialement consacré au Nouveau-Québec. Entre-temps, Henri Dorion publie en 1963 son mémoire de maîtrise sur la frontière du Labrador, où il aborde alors un thème controversé du discours indépendantiste<sup>3</sup>. Il présidera plus tard la Commission d'étude sur l'intégrité du territoire du Québec, dont le volumineux rapport paraîtra de 1968 à 1972. C'est donc bien sous l'angle de la territorialité que les géographes sont entrés dans la discussion sur l'indépendance du Québec au cours des années 1960.

Les désirs indépendantistes des Québécois retiennent aussi l'attention de quelques géographes canadiens-anglais et l'on en trouve une confirmation dans les derniers chapitres du volume publié sous les auspices de l'Association canadienne des géographes lors du centenaire de la Confédération<sup>4</sup>. Andrew F. Burghardt abordera très directement la question du séparatisme au Québec et de l'avenir du Canada dans la collection d'essais édités par Louis Gentilcore en 1971<sup>5</sup>. Quelques années plus tard, Jean Cermakian publiera en anglais un article sur les fondements géographiques de la viabilité d'un Québec indépendant<sup>6</sup>. Bref, les géographes québécois et canadiens ne sont pas restés indifférents à la question bien qu'il semble y avoir eu relâchement juste avant et après la victoire du Parti Québécois, le 15 novembre 1976. C'est précisément pour réagir contre cette apparente apathie que nous avons organisé un colloque sur la problématique géopolitique du Québec en mai 1979<sup>7</sup>.

Ce colloque a permis à un petit nombre de géographes de présenter des réflexions sur les implications géographiques de la constitution canadienne et sur les problèmes que

pourraient poser la réalisation de la Souveraineté-Association préconisée par le parti au pouvoir dans le domaine des transports et dans celui de l'industrie minière. Nous avons par la suite demandé aux participants de transformer leur communication en article pour un numéro spécial des *Cahiers* et invité de nouveaux collaborateurs. C'est le résultat de cette double sollicitation qui figure dans le présent numéro.

Deux auteurs étrangers, l'un de France et l'autre du Royaume-Uni, ouvrent la série d'articles avec des considérations sur les idéologies territoriales et le séparatisme ethnique. Ces deux contributions placent la question du Québec dans un cadre à la fois théorique et comparatif. Deux autres études plongent au coeur du sujet en décortiquant et interprétant le dualisme, le nationalisme et le régionalisme au Canada. Un texte se veut méthodologique tout en montrant que la géographie du fédéralisme en est une de partage de territoires, de compétences et d'allégences. Un géographe ontarien nous livre sa conception de la crise politique au Québec et au Canada telle que vue de la province voisine. D'autres articles abordent des aspects plus précis comme le rôle géopolitique du Saint-Laurent, le problème des transports au Québec et le cas de la Commission de la capitale nationale. Le lecteur remarquera enfin la présence d'une série d'images du Québec présentés de façon à susciter ses réflexions.

L'approche géopolitique de la viabilité, de la faisabilité ou de la souhaitabilité d'un Québec indépendant comporte un grand nombre d'aspects. Se pose d'abord la question du territoire. Quel espace occuperait un Québec indépendant : celui de la province actuelle sans eaux territoriales ou celui de 1867, c'est-à-dire sans les extensions de 1898 et de 1912 ? Dans une perspective néo-fédéraliste, le partage du territoire canadien ne serait-il pas plus important que le partage des pouvoirs ? La géographie justifie-t-elle un Canada politique de dix provinces et de deux territoires ? Au lieu de vouloir rapatrier la vieille charte de l'Amérique du Nord britannique (1867), qui consacrerait les divisions actuelles, une nouvelle vision géographique du Canada permettrait de créer une nouvelle carte, une nouvelle constitution et un nouveau symbole.

Le Québec est une presqu'île et sa forme, sa grandeur, sa position sont des facteurs importants dans sa stratégie géopolitique (voir dans ce même numéro la collection de cartes illustrant différents aspects de la situation géographique du Québec). Comme membre d'un Canada renouvelé, il restera une province plus ou moins périphérique alors que devenu indépendant, il pourrait compléter le triangle nord-américain : États-Unis, Canada, Québec, et servir de pont avec l'Europe de l'Ouest. Ce rôle de pont serait-il plus favorable à un Québec indépendant ou canadien ? La situation géographique du Québec, c'est-à-dire sa position sur le continent et ses rapports avec les voisins, reste une donnée fondamentale dans l'élaboration de tout scénario d'avenir.

Compte tenu du contexte géographique et de l'évolution économique du Québec, plusieurs économistes ont assorti diverses associations économiques à l'indépendance. Avant d'adhérer au Parti Québécois, Rodrigue Tremblay avait publié un ouvrage dans lequel il préconisait un marché commun entre un Québec indépendant et les États-Unis alors que la même année en 1970, René Lévesque proposait un marché commun entre un Québec souverain et le reste du Canada<sup>8</sup>. Luc-Normand Tellier faisait, pour sa part, ressortir les caractères nordiques du Québec et favorisait l'union économique d'un Québec indépendant avec la Scandinavie<sup>9</sup>. En 1980, Kimon Valaskakis présente, à son tour, un essai de synthèse des fondements géopolitiques de ce qu'il appelle le dilemme Québec-Canada, où il montre le rôle que pourrait jouer la Communauté économique européenne comme contrepoids à l'influence américaine dans le triangle Québec-Canada-États-Unis<sup>10</sup>. Ces propositions géo-économiques, y compris celle de la souveraineté-association, illustrent bien la complexité sinon le paradoxe du projet indépendantiste au Québec. Il n'en

demeure pas moins que l'ouvrage de Kimon Valaskakis est, à notre avis, celui qui pose le plus scientifiquement le problème québéco-canadien.

Au plan politique, les concepts et les perceptions occultent la problématique. Les notions de peuple, de nation et de fédération n'ont pas le même sens et la même portée dans tous les discours. Les uns parlent du peuple du Canada alors que d'autres parlent de ses deux peuples fondateurs ou des deux nations canadiennes. L'État-nation est défendu par les uns mais raillé par les autres. La fédération canadienne serait un vocable trompeur et c'est la raison de la troisième option préconisée par Rodrigue Tremblay, celle d'une véritable confédération des provinces canadiennes<sup>11</sup>.

Les forces centripètes et centrifuges paraissent effrénées et mettent le pays en danger. Le nationalisme, le régionalisme, le provincialisme et même le métropolitisme s'opposent au centralisme d'Ottawa. Certains prétendent même que la crise canadienne résulte du conflit entre deux nationalismes. Le provincialisme surplombe le régionalisme et conteste le pouvoir central dans plusieurs domaines, notamment celui des richesses naturelles. Le Québec veut, quant à lui, faire reconnaître son particularisme et son destin culturel.

Si l'on ajoute à cette guerre des *ismes* les vues contradictoires de certains hommes politiques, qui définissent le Canada soit comme pays de deux majorités et de collectivités, soit comme pays de minorités et d'individus, on réalise la difficulté d'en arriver à des compromis et consensus dans les négociations actuelles sur une nouvelle constitution. Il ne faut pas non plus négliger l'influence des partis politiques et des bureaucraties dans les discussions, les deux ayant de gros intérêts à protéger. C'est d'ailleurs pour placer l'élaboration de la nouvelle constitution au-dessus des intérêts des gouvernements provinciaux, des partis politiques et des bureaucraties qu'on a proposé la formation d'une assemblée constituante à cet effet. Une constituante jouirait, par surcroît, de plus d'indépendance idéologique.

Selon Kimon Valaskakis, l'approche géopolitique doit simultanément embrasser quatre dimensions d'un problème à savoir les dimensions géographique, économique, militaire et politique. La géopolitique aboutit ainsi à l'identification d'un rapport de forces<sup>12</sup>. C'est dans cette optique qu'il faudrait envisager la souveraineté-association du Parti Québécois et tout projet d'indépendance du Québec, d'où l'intérêt que présente le dernier livre de K. Valaskakis (1980) qui n'a cependant pas fait grand bruit avant le référendum du 20 mai 1980. Pourtant l'ouvrage associait la géopolitique à la prospective et analysait plusieurs scénarios.

\* \* \*

La ronde de négociations qui s'est déroulée au cours de l'été dernier entre les onze gouvernements du Canada sur le renouvellement de la constitution et qui s'est terminée par un sommet, du 8 au 13 septembre 1980, s'est soldée par un échec. Les premiers ministres provinciaux ont réussi à s'entendre sur un certain nombre de points et à contrer l'élan du gouvernement fédéral. Une double vision du Canada a notamment surgi des pourparlers constitutionnels : celle des provinces, qui se disent essentielles et déterminantes, celle d'Ottawa, qui proclame la transcendance de l'intérêt national et déclare que le Canada, c'est plus que la somme des dix provinces canadiennes. Cette dernière conception implique que l'unanimité des provinces ne peut pas être déterminante sans l'accord du gouvernement fédéral.

Cette confrontation politique illustre bien l'opposition des forces centripètes et des forces centrifuges au Canada. Elle a mis en vedette le front commun des provinces contre

Ottawa alors que tous les gouvernements s'entendent, par contre, sur la nécessité d'un marché commun canadien. À notre avis, le provincialisme a triomphé lors de la dernière conférence constitutionnelle et a progressé dans le sens d'une balkanisation du pays. La question est de savoir si l'on veut faire du Canada une fédération forte, une confédération égalitaire ou autre chose.

Au-delà du piège des mots présent dans les discours, on découvre jusqu'à quel degré le Canada demeure un pays *existentiel*, un pays vulnérable, un pays qui tient à la force d'inertie<sup>13</sup>. Le Canada serait-il un pays impossible comme l'écrivait Pierre Vallières au sujet du Québec<sup>14</sup> ?

Ces réflexions sur le défi actuel du Québec et du Canada montrent clairement l'à-propos des analyses géopolitiques qui suivent. Le problème reste toujours d'actualité.

<sup>1</sup> SIEGFRIED, André (1906) *Le Canada, les deux races*, Paris, Colin, 415 pages.

<sup>2</sup> BROCHU, Michel (1962) *Le défi du Nouveau-Québec*, Montréal, Ed. de l'Homme, 156 pages.

<sup>3</sup> DORION, Henri (1963) *La frontière Québec/Terre-Neuve*, Québec, Presses de l'Université Laval, 316 pages.

<sup>4</sup> WARKETIN, John ed. (1968) *Canada, A Geographical Interpretation*, Toronto, Methuen, 608 pages. Voir notamment dans l'édition française publiée sous la direction de Ludger Beauregard (1970) *Le Canada, une interprétation géographique*, le chapitre sur le régionalisme et le nationalisme (G. Merrill), pp. 595-609.

<sup>5</sup> GENTILCORE, Louis ed. (1971) *Geographical Approaches to Canadian Problems*, Toronto, Prentice-Hall. Voir *Quebec Separatism and the Future of Canada* (A.F. Burghardt), pp. 229-235.

<sup>6</sup> CERMAKIAN, Jean (1974) *The Geographical Basis for The Viability of an Independent State of Qubec, The Canadian Geographer/Le Géographe Canadien*, XVIII, 3, pp. 288-295.

<sup>7</sup> Le projet d'inviter les géographes à scruter la problématique géopolitique du Québec remonte au 15 janvier 1979 alors que je les invitais à participer à un colloque qui a eu lieu lors du Congrès de l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences, à l'Université de Montréal, le 11 mai 1979. Par la suite, les participants au colloque ainsi que d'autres géographes ont été invités à écrire un article sur le même thème en vue de publier un numéro spécial des *Cahiers de géographie du Québec* avant le référendum du 20 mai 1980. Pour diverses raisons, le numéro n'a pu paraître à temps. Il vous parvient maintenant et le lecteur devra se souvenir que les articles qui s'y trouvent ont été écrits avant la fin de 1979.

<sup>8</sup> LÉVESQUE, René (1970) *La solution : le programme du Parti Québécois*, Montréal, Ed. du Jour, 125 pages.

<sup>9</sup> TELLIER, Luc-Normand (1977) *Le Québec, État nordique*, Montréal, Quinze, 232 pages.

<sup>10</sup> VALASKAKIS, Kimon (1980) *Le Québec et son destin international : les enjeux géopolitiques*, Montréal, Quinze, 149 pages.

<sup>11</sup> TREMBLAY, Rodrigue (1979) *La 3<sup>e</sup> option*, Montréal, Ed. France-Amérique, 133 pages.

<sup>12</sup> VALASKAKIS, Kimon (1977) L'avenir canado-québécois au regard de la géopolitique, *Le Devoir*, 10 décembre 1977, p. 5.

<sup>13</sup> VALASKAKIS, Kimon (1980), *op. cit.*, p. 20.

<sup>14</sup> VALLIÈRES, Pierre (1977) *Un Québec impossible*, Montréal, Ed. Québec/Amérique.

**Ludger BEAUREGARD,**  
Responsable du numéro spécial

Département de Géographie  
Université de Montréal, C.P. 6128,  
Montréal H3C 3J7